



attac

**Courriel
d'information
n°60**

**Des TT
partout ! (2)**

**mardi 03 août
1999**

Dans ce numéro

- 1- Taxe Tobin et Commission européenne
- 2- Taxe Tobin et Accords européens
- 3- Taxe Tobin et Lois américaines
- 4- Taxe Tobin et Organisations internationales
- 5- Les Principes de Houston
- 6- Vous avez rendez-vous avec ATTAC

Taxe Tobin et Commission européenne

Un bruit qui court, ni confirmé, ni infirmé à ce jour, nous apprend que la « Economic Advisory Team » aurait publié une directive interdisant aux Etats européens d'adopter, même d'explorer l'idée d'une Taxe Tobin. Les informations que nous avons sont imprécises quant à la date à laquelle cette directive aurait été faite, mais elle serait la résultante de pressions exercées en particulier par M le Ministre des Finances Strauss-Kahn.

D'après ce que nous savons, si cette directive existe, elle peut être annulée tout simplement par une autre directive. Comme vous vous en rendez compte nous ne savons pas grand chose de concret en fait. Ce court article est donc aussi un appel : si vous pouvez nous apporter des précisions concernant cette information qui la confirmeraient ou l'infirmieraient, n'hésitez surtout pas à le faire.

Vous pouvez tout simplement envoyer les documents ou un mail directement à jesover@attac.org ou par la Poste à L Jésover, c/o ATTAC, 9bis rue de Valence, 75005 Paris.

Taxe Tobin et Accords européens

Les accords européens sont assez vagues concernant la Taxe Tobin et permettent sinon de la promouvoir, du moins de la mettre en place sans problème.

Dans le traité de Maastricht par exemple, un article stipulant que l'Union européenne est construite sur les principes du libre échange incluant la libre circulation des capitaux, pourrait

paraître gênant. Cependant au vue de la manière générale dont le traité est écrit, même cet article peut être facilement sujet à interprétation et ne menacer en rien la mise en place d'une taxe sur les transactions financières internationales.

Taxe Tobin et Lois américaines

La loi Helms-Dole interdit aux Nations Unies de prélever un impôt ou une taxe sur un citoyen des Etats-Unis. Cette loi est souvent citée pour expliquer pourquoi la Taxe Tobin ne peut être implantée aux USA.

Or cette interprétation est fausse. Comme le souligne John Langmore, la Taxe Tobin n'est pas levée par les Nations Unies, mais par les systèmes de taxation nationaux.

Taxe Tobin et Organisations internationales

Une chose est certaine : pour que la Taxe Tobin soit à l'ordre du jour dans les organisations internationales tout dépendra de nous.

A l'OCDE par exemple, il faut faire pression sur les représentants de nos pays respectifs afin que la Taxe Tobin soit mise à l'ordre du jour et fasse l'objet de recherche et de discussions.

Aux Nations Unies c'est la même chose, sauf qu'il faut que ce soit un groupe de pays qui en fasse la demande. Cela met en valeur le fait que l'Union européenne soit, pour nous, réellement l'endroit idéal pour promouvoir cette idée et la mettre à l'ordre du jour. L'effet que cela produira irait de



attac

l'Europe vers les Nations Unies et delà permettrait que la Taxe Tobin soit mise à l'ordre du jour de plusieurs autres rencontres internationales ou organisations internationales.

De ce fait nous rappelons que la motion M-239, votée par la Chambre des Communes du Canada il y a quelques mois, obligerait si elle était appliquée, le gouvernement canadien à appuyer une résolution sur la Taxe Tobin au niveau international et à en faire même la promotion dans les instances internationales desquelles il fait partie.

(Toutes ces informations ont pu vous être fournies grâce à notre collaboration avec M Robin Round de l'ONG Halifax Initiative d'Halifax avec laquelle ATTAC travaille activement)

Les Principes de Houston

Le propos des Principes de Houston est d'affirmer publiquement de la part de mouvements sociaux et environnementaux la mise en place d'un partenariat pour protéger les personnes et la planète.

Vous pouvez en tant que personne morale ou physique soutenir ces Principes de Houston. Il vous suffit d'envoyer votre soutien à Mme Dara Colwell.

Fax : + 1 415 255 1948

Email : dara@communicationworks.org

Les Principes de Houston déboucheront sur la mise en place d'une réunion fondatrice de l'Alliance pour des emplois durables et l'environnement dans la région de San Francisco les 28 et 29 août prochains. Si vous voulez y participer ou obtenir plus d'informations il suffit de contacter Mme Colwell (voir ci-dessus).

Extrait du préambule des Principes de Houston.

Le 19 mai 1999, des responsables d'organisations syndicales et environnementales ont confronté M. Charles Hurwitz à Houston, PDG de « Maxxam Corporation » qui détient « Kaiser Aluminium » et « Pacific Lumber Company », pour qu'il soit tenu responsable de l'impact de celles-ci sur les travailleurs, les instances locales et l'environnement.

En faisant des coupes claires dans d'anciens arbres en Californie du Nord et en enfermant des grévistes métallurgistes dans 5 villes, la « Maxxam Corporation » est devenue une icône de l'irresponsabilité des entreprises.

Reconnaissant que nous avons des intérêts communs en rendant les entreprises plus responsables de leurs agissements dans le monde entier, des responsables de syndicats et de mouvements environnementaux ont formé l'Alliance pour des emplois durables et l'environnement et ont fait circuler la déclaration ci-jointe, baptisée « Principes de Houston ».

Vous avez rendez-vous avec ATTAC

D'ici au prochain numéro du courriel d'information voici quelques rendez-vous d'ATTAC et de ses groupes locaux auxquels vous pouvez participer. Pour plus d'information, n'hésitez pas à consulter notre calendrier <<http://attac.org/fra/cale>>

- Vous pouvez contacter le groupe local près de chez vous pour informations. Les rencontres et réunions auront de nouveau lieu à partir des tous premiers jours de septembre.